

Relations internationales, échanges culturels et réseaux intellectuels [éd. p. Hans Ulrich Jost et al.]

Autor(en): **Fleury, Michèle**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **10 (2003)**

Heft 2

PDF erstellt am: **26.04.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Dans le domaine de l'histoire des genres cette fois, Agnes Nienhaus se demande si les expositions nationales passées furent, elles aussi, le reflet de la domination masculine sur la société suisse (Les expositions nationales: une affaire d'hommes?). Là aussi, point de surprise. Toutefois, l'auteur dépasse bien vite ce lieu commun pour s'attarder sur les stratégies mises en œuvre par le «deuxième sexe» pour s'exposer, lui aussi, dans ces manifestations publiques. Par la présentation de leurs intérêts, par un engagement concret en faveur des employées des expositions nationales, mais aussi par le jeu de la critique et de la revendication ou encore en organisant, en parallèle, leurs propres manifestations (à l'image des deux expositions nationales du travail féminin de 1928 et de 1958), une présence féminine, même si elle reste secondaire, accompagne ainsi le déroulement des *Landi*, Expo ou autres. Toutefois, ces différentes démarches sont entachées de l'élitisme «bourgeois» qui caractérise celles qui les parrainent, et se révéleront peu susceptibles d'ébranler les bastions masculins. On le voit, à une histoire du genre se superpose une histoire de classes, où les différences sexuelles ne sont que relatives.

Dans un article touffu, mais passionnant, Frédéric Sardet s'intéresse aux prémices d'une Exposition nationale, celle de 1964 (Dans les coulisses de l'Exposition nationale suisse de 1964. Débat pour un emplacement, 1955–1959). D'emblée, l'angle d'approche déborde largement la simple question de la localisation de la future exposition pour embrasser la problématique toujours d'actualité de l'aménagement du territoire. Bien évidemment, la dimension politique est omniprésente dans toute action aménagiste et les débats qui entourent la réalisation d'Expo 64 n'en sont pas exempts. Mais ils opposent également deux conceptions de ce que

doit représenter une exposition nationale: une fiction transitoire pour les uns, une impulsion dans la manière de concevoir rationnellement et sur le long terme l'urbanisation pour l'architecte Marx Lévy, auteur d'un projet visionnaire et révolutionnaire. A défaut d'avoir réussi à imposer ses vues, cet admirateur de Le Corbusier aura néanmoins eu le mérite de contribuer «à l'émergence d'une nouvelle donne intégrant l'aménagement du territoire comme technique administrative au service du politique». (71)

La livraison de la Revue historique neuchâteloise contient encore des «notes» sur la tradition du *Village suisse* après 1896, rédigées en marge du colloque de la SHAN par Natacha Aubert.

Daniel Palmieri (Genève)

**HANS ULRICH JOST
ET STEFANIE PREZIOSO (ED.)
RELATIONS INTERNATIONALES,
ECHANGES CULTURELS
ET RESEAUX INTELLECTUELS
ACTES DU COLLOQUE DU 3^E CYCLE
ROMAND D'HISTOIRE MODERNE ET
CONTEMPORAINE (LAUSANNE-
FRIBOURG, 8–23 FEVRIER 2001)**

LAUSANNE, EDITIONS ANTIPODES, 2002, 190 P.,
FS. 28.–

Si l'historien des relations diplomatiques dispose de nombreuses sources dans les archives d'Etat et d'instruments de travail comme les publications de documents diplomatiques de certains pays, dont la Suisse avec les Document Diplomatiques Suisses, les sources des réseaux culturels et intellectuels sont plus difficilement décelables. Il doit les chercher dans les journaux intimes, les archives d'associations, de fondations ou de maisons d'éditions et de sociétés semi- ou paraétatiques et, évidemment, dans les mémoires d'in-

telle que la liste n'est de loin pas complète. Les contributions de cet ouvrage proposent un aperçu impressionnant de sources utilisées pour nous faire découvrir la variété de formes que prennent les échanges et réseaux culturels et intellectuels. On y trouve de nombreuses personnalités, actives non seulement dans les associations décrites, mais aussi dans l'économie, l'Université ou la politique. Il aurait d'ailleurs été judicieux de pouvoir disposer d'un index de personnes, afin d'orienter le lecteur des contributions et, surtout, les chercheurs travaillant dans les nombreux domaines abordés par les auteurs.

Ces contributions ont été présentées lors d'un colloque de 3e cycle où «il s'agissait [...] d'élaborer différentes approches permettant d'illustrer la présence de pratiques ou de valeurs culturelles dans les départements des affaires étrangères, les milieux diplomatiques et intellectuels, ou encore au sein des organisations internationales». Onze contributions sont publiées dont les sujets sont, malgré un thème commun, très divers et de qualité inégale puisque parmi les participants nous trouvons de jeunes chercheurs et d'autres déjà confirmés.

Le livre s'ouvre par une contribution, très stimulante pour l'historien, d'Irène Herrmann, qui nous narre la construction du «conte de la nation» et ses phases – une image changeante au fil du temps et aux besoins idéologiques d'une époque. A la lecture de cette contribution, on est saisi par la degré de manipulation que subit l'histoire officielle de la Suisse et, par conséquent, par le décalage entre le modèle et la réalité. Deux événements récents peuvent illustrer ce propos. D'une part, en 1989 la célébration du 50e anniversaire de la mobilisation, événement choquant pour ceux qui concevaient la guerre comme une catastrophe à l'échelle mondiale et, d'autre part, la crise des

fonds en déshérence, quand l'image de la Suisse renvoyée par l'étranger ne correspondait plus à celle qu'avaient enseignée les livres d'école.

Avec les contributions de Dario Gerardi sur l'*Associazione svizzera per i rapporti culturali ed economici con l'Italia*, et de Jean-François Fayet sur la *Société pansoviétique d'échanges culturels avec l'étranger (VOKS)*, nous découvrons les voies adoptées, en-dehors des réseaux officiels de la diplomatie, par deux Etats totalitaires, l'Union soviétique et l'Italie fasciste, pour améliorer leur image et se construire une sphère d'influence en Suisse.

Entre la Suisse et l'Union soviétique, il n'existait pas de relations diplomatiques jusqu'en 1946. La *VOKS*, créée par l'URSS pour diffuser «une image positive et contrôlée [...] à l'étranger, dont l'enjeu est de lui permettre de reconstruire son économie et de rétablir sa crédibilité diplomatique» (100), sera l'instrument idéal pour nouer des relations avec les milieux intellectuels et aussi économiques suisses. Cela ne se fera évidemment pas officiellement, mais par le biais de deux personnages incarnant l'un la nouvelle Russie, l'Union soviétique, et l'autre la Russie éternelle. L'auteur de l'article nous décrit la construction d'un réseau, en-dehors du parti communiste suisse, constitué de sympathisants dans des milieux pas seulement culturels, mais aussi scientifiques et industriels – entreprise rendue difficile par le climat violemment anticommuniste qui règne alors en Suisse.

La fondation de l'*Associazione svizzera per i rapporti culturali ed economici con l'Italia* en 1937 s'accomplit dans un tout autre climat. Le régime de Mussolini bénéficie de nombreuses amitiés en Suisse, au plus haut niveau, avec les conseillers fédéraux Motta, Minger et Etter, et l'association bénéficiera du soutien de



Motta. Mise sur pied par des personnalités en vue de Zurich, inspirées par le Consul d'Italie à Zurich et de son supérieur à Berne, elle a comme fonction de rectifier une mauvaise image créée par les Fronts d'inspiration fasciste en Suisse et de promouvoir l'idée de la grande Italie à travers l'organisation d'événements culturels. On y trouve pas seulement des représentants du monde académique suisse, mais aussi de grands chefs d'entreprises et des banquiers, dont Peter Vieli qui représentera la Suisse à la Légation à Rome à partir de 1943.

Après la guerre, elle réussira sa reconversion jusqu'à faire oublier les circonstances de sa fondation.

Avec René de Weck, Simon Roth, nous fait découvrir un diplomate suisse, ministre à Bucarest pendant la guerre, dont les idées et les sympathies vont entièrement aux Alliés, et spécialement au Général de Gaulle. René de Weck est connu pour sa correspondance de Bucarest à Berne, dénonçant dès 1941 la persécution des Juifs, et surtout pour sa lettre du 23 décembre 1941, s'offusquant de l'emploi abusif et sans guillemets du mot «aryen» par l'administration fédérale (*Documents diplomatiques suisses*, vol. 14, nos 128, 142, 254, 311, 319). Avec la contribution de Simon Roth qui se réfère au journal intime de René de Weck, la figure de ce diplomate prend de l'épaisseur et on ne peut que souhaiter de lire un jour la biographie de cet homme exceptionnel.

Les autres contributions traitent des thèmes les plus divers: à l'édition, si importante en Suisse pendant la Deuxième guerre mondiale, seul pays ou presque resté libre pour l'édition et la diffusion de livres; à l'histoire intellectuelle des Polonais en Suisse à travers les frères Bronarski; à la question kurde, d'une actualité à nouveau brûlante, à travers les relations kurdo-arméniennes et les expé-

riences nationalistes en diaspora; aux relations entre la Confédération et le CICR avec la création en 1942 du poste de délégué du Conseil fédéral aux œuvres d'entraide internationale; au Réarmement moral et le rôle du Suisse Philippe Mottu; au Japon d'avant Meiji et aux débuts de ses relations avec l'Occident; à la signification de mémoriaux de l'holocauste dans différents pays.

Cet ouvrage nous donne un aperçu de la complexité des relations et des réseaux internationaux dont les contemporains ne soupçonnent souvent même pas l'existence, mais dont la connaissance enrichit nos propres reconstructions du passé.

Michèle Fleury (Genève)

**MARIANNE LEEMANN
TOTENGRÄBER DER DEMOKRATIE
KOMMUNISTEN, FASCHISTEN
UND NATIONALSOZIALISTEN
IN DER DEUTSCHSCHWEIZER PRESSE
VON 1918–1923**

CHRONOS, ZÜRICH 2003, 632 S., FR. 78.–

Die aktuelle Forschungsdiskussion über einen übergreifenden Faschismusbegriff beurteilt die Autorin sehr kritisch. Ihrer Meinung nach sind die Definitionen der kommunistischen, faschistischen und nationalsozialistischen Bewegungen der frühen 1920er-Jahre in der wissenschaftlichen Literatur aus heutiger Sicht und ausgehend vom Endzustand der jeweiligen Diktaturen abgefasst. In Leemanns Untersuchung hingegen stehen die Menschen von damals im Zentrum. Den theoretischen Hintergrund für dieses Vorgehen liefert ihr der italienische Kommunist Angelo Tasca, der – Mitte der 1930er-Jahre – ebenfalls einen allgemeinen Faschismusbegriff ablehnte und stattdessen die politisch extremistischen Bewegungen zu erklären versuchte, in-